

rieur dans les pays stalinisés et les chefs des partis communistes sont incontrôlés et incontrôlables.

Quant à Rajk lui-même, transformé si rapidement de chef de bureaux en dernière des victimes il ne se trouvera personne pour regretter son sort, en tout cas pas les travailleurs hongrois.

Dirigé apparemment surtout contre Tito, le procès Rajk était en fait destiné à offrir la couverture policière pour une épuration massive dans les pays satellites, épuration qui est en train de s'amplifier et de s'approfondir : suivant ici aussi les traces de son aînée russe, la bureaucratie des pays satellites traverse sa première grande purge après son accession au pouvoir. L'objectif essentiel de l'épuration est de briser définitivement l'aile « nationaliste » de la bureaucratie locale au profit de son aile « internationaliste », c'est-à-dire complètement soumise à Moscou, et de rendre matériellement impossible ce qui n'était pas théoriquement exclu il y a dix-huit mois, c'est-à-dire une expansion du titisme dans les pays satellites.

Peu de gens semblent apprécier à sa juste valeur l'énorme signification de la conquête fulgurante de la Chine par le stalinisme. La bourgeoisie essaie de se consoler en s'illusionnant — étrange aveuglement, signe infallible du déclin historique d'une classe — sur l'éternelle « âme de la Chine » qui neutralisera le communisme, sans doute de la même manière que les dragons avalent la lune, ou sur le prétendu « titisme » de Mao-Tsé-Tung, titisme qui n'existe jusqu'ici que dans la tête excitée et trop savante des journalistes de « Combat ». Les trotskistes poussent le délire jusqu'à proclamer que maintenant s'ouvre la troisième et la plus glorieuse des révolutions chinoises (!) révolution qu'ils accusent Mao-Tsé-Tung de trahir en... collaborant avec la bourgeoisie.

Cependant on voit se dérouler en Chine le film désormais classique de l'installation de la bureaucratie au pouvoir. Pendant toute une première période, le stalinisme affirme ses ambitions démocratique, offre sa collaboration à la bourgeoisie, veut rassurer le capital local et étranger. Seuls seront châtiés les « traîtres » (on découvrira plus tard que la définition de la trahison est la résistance à la bureaucratie). Un gouvernement est formé, dans lequel les communistes n'ont pas forcément la majorité. Cependant les représentants des autres partis dans ce gouvernement sont des membres des fractions staliniennes de ces partis. Pendant toute cette période, toutes les concessions sont possibles, sauf une : la possession et l'usage de la force réelle (armes, police, Ministère de l'intérieur, organisations de masse) sont le monopole du parti communiste. Lorsque le moment est venu, le masque est jeté et, avec ou sans coup spectaculaire, l'Etat prend le visage de ce qu'il était depuis longtemps : la dictature exclusive de la bureaucratie.

Le scénario n'en est qu'à ses débuts en Chine ; mais la suite ne tardera pas. Sans doute, il se trouvera des « marxistes » pour découvrir tel sous-secrétaire d'Etat qui n'affiche pas sa carte du P.C. et par conséquent est l'incarnation de la domination persistante de la bourgeoisie en Chine ; sans doute, la nationalisation de l'industrie ne se fera que par étapes ; et la « collectivisation » de l'agriculture attendra quelques années — ce qui prouvera encore une fois que les P.C. au pouvoir « collaborent avec la bourgeoisie » ; mais un jour ou l'autre on découvrira que rien ne sépare plus la structure de la Chine de celle de la Russie, et l'on proclamera la Chine « Etat ouvrier dégénéré ».

En réalité, le saut imposé à cinq cent millions d'hommes de la barbarie médiévale à la barbarie moderne est gros de conséquences historiques. Non seulement la conquête désormais définitive et irrévocable de la Chine par la bureaucratie stalinienne tendra à modifier à la longue le rapport de forces mondial à son avantage et au détriment du capitalisme américain, mais aussi, par l'industrialisation de cet immense pays et la prolétarianisation de sa population, elle amplifiera d'une manière inouïe les bases objectives et subjectives de la révolution mondiale.

LES REPERCUSSIONS DE L'EXPLOSION ATOMIQUE RUSSE

Le gouvernement américain a décidément un goût de la publicité aussi développé que celui de la bureaucratie stalinienne pour le secret.

M. Truman a éprouvé le besoin d'annoncer spectaculairement au monde que la Russie avait percé le secret atomique. Nous ne chercherons pas à expliquer les raisons, en définitive secondaires, pour lesquelles on a attendu deux mois pour lancer cette information sensationnelle. Nous remarquerons simplement que ce communiqué a été moins grandiloquent que l'annonce faite après Hiroshima. Il n'est plus question d'avoir arraché au soleil lui-même sa propre puissance.

Il y a pourtant une logique dans cette déclaration, dont la sécheresse même cache mal l'embarras. Il fallait qu'elle fut faite et nous allons voir pourquoi. Mais cela nécessite un bref historique de ces quatre premières années de « l'ère atomique ».

On ignore habituellement en Europe l'histoire réelle et la signification politique de l'assassinat froidement calculé de 120.000 civils japonais (1). On ignore aussi l'exploitation propagandiste effrénée que l'on a fait en Amérique depuis quatre ans du monopole de la bombe atomique.

Un accord secret de la conférence de Postdam stipulait que la Russie rentrerait en guerre contre le Japon six mois après la défaite de l'Allemagne. Mais Staline, sentant que le temps pressait, avait finalement décidé de réduire ce délai à trois mois. La date fatidique de l'offensive russe tombait ainsi le 8 août 1945. Or la première bombe atomique fut lancée le 6 août et la seconde le 9 août. Le Japon capitulait sans condition le 14. Non seulement la très puissante offensive russe qui dura jusqu'au 24 contre une armée japonaise forte de 600.000 hommes bien armés et fortifiés passa entièrement inaperçue, mais encore, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, les Américains ont pu faire du Japon un de leurs fiefs les plus incontestés et dont Mac Arthur est le véritable empereur.

L'opération n'a été réussie que de justesse : ce n'est en effet que le 16 juillet, à New Mexico, que la première bombe expérimentale a révélé aux savants la magnitude des forces qu'ils avaient libérées. Avec quelle hâte n'a-t-il pas fallu expédier les deux bombes existantes dans le Pacifique pour qu'elles aient été utilisées respectivement 21 et 24 jours après. Il ne faudrait pas croire cependant qu'il ne se soit agit que d'une simple occasion que l'on aurait saisie au vol, pour ainsi dire au dernier moment. On est bien en présence d'un acte politique longuement prémédité. On possède à cet égard le témoignage irréfutable d'un des atomistes américains auteurs de la bombe qui déclare : « Je peux témoigner personnellement qu'une date proche du 10 août nous était donnée comme une mystérieuse date ultime que, nous à qui revenait la tâche technique de préparer la bombe, avions à respecter à n'importe quel prix, en risque, en argent ou en logique de mise au point. » (Philip Morrisson, « Bulletin of Atomic Scientists », p. 40, février 1949.)

Puisque l'opération a été aussi bien préméditée, on peut penser aussi que rien n'a été négligé pour lui donner un caractère hautement spectaculaire. Bien que Truman ait affirmé que Hiroshima ait été choisi à cause de son utilisation par les Japonais comme base

(1) Chiffres officiels certainement inférieurs à la réalité.

militaire : « pour éviter autant que possible de tuer des civils » (2), la publication officielle connue sous le nom « Rapport d'Enquête sur les Bombardements » affirme froidement que : « Hiroshima et Nagasaki ont été choisies comme cibles à cause de leur densité d'activité et de population ». On voit que les premiers cobayes atomiques n'ont pas été les cochons de Bikini, grotesquement affublés d'uniformes militaires. Non, on avait besoin d'un vrai massacre, qu'il ne soit pas pour du jeu.

Il est vrai qu'avant le raid on avait lancé une menace générale et très vague, par tracts et par radio, invitant la population à évacuer les villes. Sans parler de ce que cette recommandation peut avoir de fallacieux, on comprendra toute l'hypocrisie qu'elle comportait lorsque l'on saura que trente-cinq villes avaient été spécifiquement prévenues qu'elles étaient exposées à une attaque et que ni Hiroshima ni Nagasaki étaient sur cette liste (2).

Après cela, il est inutile de longuement discuter sur la justification de l'emploi des bombes par la nécessité de raccourcir « de six mois » la guerre et par l'économie ainsi faite « d'un million d'hommes » (3). Non seulement les enquêtes officielles américaines faites après la guerre par le « Comité d'Enquête Américain sur le Résultat des Bombardements » avouent ouvertement que, bien avant le 31 décembre 1945, le Japon se serait rendu, même si on n'avait pas utilisé les bombes atomiques, même si la Russie n'était pas rentrée en guerre, et enfin le couronnement, même si on n'avait pas préparé le projet d'invasion (qui était prévu pour le mois de novembre). Non seulement ces faits détruisent irréfutablement la thèse de l'économie finale en vies humaines, mais encore il est difficile de soutenir que les Américains, ignorant à l'époque la faiblesse japonaise, surestimaient gravement la force du Japon au point de prévoir des sacrifices en hommes aussi énormes. En effet, le gouvernement et l'état-major américain n'ignoraient pas que le Japon avait déjà tenté de faire des ouvertures de paix par l'intermédiaire de la Russie.

Ce petit historique nous fera comprendre que le lancement des bombes atomiques a été à proprement parler le premier acte de la guerre froide contre la Russie. Et ceci à une époque où Staline, tout en attaquant assez violemment les Anglais, essayait de se ménager les Américains à l'égard desquels sa propagande se montrait particulièrement discrète et où il poussait ses avantages, aussi bien en Europe orientale qu'en Europe occidentale, en respectant les apparences du jeu « démocratique » avec la pratique des gouvernements dits de coalition.

Mais s'il est exact de dire que les femmes et les enfants de deux villes japonaises ont été les premières victimes de l'antagonisme américano-russe, il est encore plus vrai de dire que, bien avant les petits cochons de Bikini et bien plus efficacement, ils ont servi à forger le mythe de la supériorité écrasante de l'arme atomique. Or, c'est essentiellement sur ce mythe que reposait jusqu'ici toute la stratégie américaine de « la guerre froide ».

Cette affirmation ne peut paraître osée que pour ceux qui ignorent l'exploitation effrénée du monopole atomique par la propagande américaine, non seulement dans le monde entier, mais avant tout aux U.S.A. On imagine mal la portée que pouvait en avoir des déclarations comme celles de Truman lorsqu'il annonçait : « S'il le faut, nous n'hésiterons pas à nous servir de la bombe atomique », faites dans un pays où, peut-être pour la première fois dans l'His-

(2) Rapporté par S. Blackett dans son livre : Les conséquences militaires et politiques de l'énergie atomique, p. 150 et auquel d'ailleurs nous avons emprunté l'essentiel de ces faits.

(3) Chiffre proprement astronomique si l'on pense que dans toute la guerre, sur les deux fronts pacifique et atlantique les pertes américaines totales, blessés et disparus compris, se sont élevées à 1.040.000.

toire, la nécessité d'une guerre préventive était une idée ouvertement propagée et passionnément discutée. La bombe atomique était tellement considérée comme une arme quasi-miraculeuse dont il était vraiment absurde de ne pas profiter que l'on en était arrivé au point où pour prouver que les Russes ne la possédaient pas il semblait suffisant de dire : « S'ils l'avaient ils nous auraient déjà attaqué ».

Il n'est pas jusqu'à la Commission de l'Energie Atomique qui ne servait pas de prétexte... pour agiter la menace atomique. Un certain M. Earle, personnalité plus ou moins officielle, n'affirmait-il pas froidement : « Toute nation doit accepter les inspecteurs (prévus par le plan américain de contrôle) ou recevoir des bombes atomiques. » Certains allaient jusqu'à estimer que le refus russe d'accepter le plan américain de contrôle était un motif suffisant pour appliquer aux Russes des sanctions atomiques. Il est vrai que ce fameux plan Baruch pour le contrôle de l'énergie atomique est lui-même entièrement basé sur la thèse suivant laquelle la bombe atomique constitue l'arme enfin trouvée de coercition internationale qui se suffise à elle-même, dont l'efficacité permettrait l'emploi sans entraîner la guerre. C'est là une théorie absurde qui se ramène dans les faits à celle de la guerre préventive, parce qu'une « sanction » atomique contre la Russie — même à l'époque où elle ne possédait pas la bombe — ne pouvait signifier qu'une guerre longue et sanglante et non l'effondrement miraculeux du gouvernement récalcitrant dans le néant, fut-il atomique.

La réalité c'est qu'au lendemain même de la guerre 1939-1945 les Etats-Unis ne possédaient nullement les moyens « politiques » pour mener à bien une « guerre froide », c'est-à-dire une politique d'intimidation exigeant d'assumer continuellement les risques d'une véritable guerre à laquelle ils n'étaient nullement prêts ni socialement ni idéologiquement. Il n'en était évidemment pas de même pour la Russie stalinienne. Certes, cette dernière était matériellement épuisée, mais elle possédait une base idéologique et sociale autrement plus solide, ainsi qu'un régime politique lui assurant un contrôle quasi absolu sur le prolétariat russe et sur la société bureaucratique en général.

La bombe atomique et son monopole ont ainsi constitué l'épine dorsale de la guerre froide américaine. Certes le Plan Marshall d'abord, le Pacte Atlantique ensuite ont étoffé la politique américaine, lui forgeant partiellement une assise politique qu'elle ne possédait pas au départ. Cependant on peut dire que cette progression trouve son origine aux 6 et 9 août 1945, à Hiroshima et Nagasaki, dans le martyre spectaculaire de leurs populations.

Ainsi, comme nous l'avons dit, la déclaration Truman procède d'un mouvement logique : elle sanctionne officiellement la fin d'une étape politique qui, née dans l'éclair fulgurant d'une explosion s'achève dans le tremblement des sismographes.

Cette image n'est pas dénuée de tout fondement. Le mythe de la toute puissance de la bombe atomique n'a pu réellement avoir un sens que dans la mesure où il se conjugait avec le monopole américain de la bombe. Du jour où les U.S.A. ont perdu ce monopole deux conclusions se sont imposées avec force. La première c'est que la bombe atomique elle-même se trouve reléguée à la place qui est la sienne et qui a toujours été la sienne : celle d'une arme dont les répercussions stratégiques et tactiques sont profondes, mais qui, loin d'apporter un élément de simplification brutale de la guerre moderne, ne fait que la rendre plus complexe. Avec la perte du monopole les brouillards de l'enthousiasme atomique se dissipent et les Etats-Unis sont obligés de s'orienter dans la voie d'une organisation systématique en vue du prochain conflit.

La seconde c'est que la puissance RELATIVE des U.S.A. dans le monde se trouve brutalement amputée. Cela est vrai dans deux sens.

D'abord parce que, quelque soit l'importance réelle de l'arme atomique, la perte anticipée de son monopole est un coup d'autant plus rude à encaisser que les prévisions les plus pessimistes fixaient pour les Russes la date de 1953 pour la mise au point de la bombe. Or on pouvait escompter que d'ici cette date les progrès techniques réalisés dans les autres secteurs, spécialement ceux afférents aux moyens de transports aériens de cette arme auraient bénéficié d'un progrès tel que la stratégie atomique américaine aurait comporté encore et malgré tout un monopole de fait. C'est-à-dire que seuls les Américains auraient été en mesure de « délivrer » efficacement leur chargement atomique.

Ensuite parce que tout le battage fait sur la prééminence absolue de la bombe atomique se retourne contre ceux qui le font du jour où ils n'en ont plus le monopole. Invinciblement la suprématie militaire évolue des qualités intrinsèques de la bombe aux moyens efficaces de la lancer sur l'objectif voulu et aux moyens de défense contre l'adversaire. C'est ainsi que l'efficacité du système de détection radar ainsi que celle des appareils d'interception passent directement au premier plan.

Ainsi on peut dire que pour la première fois depuis quatre ans le problème réel du rapport de force stratégique entre les États-Unis et l'U.R.S.S. se trouve placé sur son véritable terrain. On peut à cet égard faire une comparaison. Durant des décades le problème des conquêtes coloniales a été celui de la victoire sur des gens armés de sagaies par des gens armés de fusils rayés à culasse. L'issue finale était inéluctable. Il n'en est plus de même aujourd'hui avec le Viet Nam par exemple. Il est ainsi caractéristique qu'un Vietnamien s'est rendu célèbre par l'invention d'un bazooka nouveau modèle qui donne du fil à retordre aux blindés français. Bref le monopole atomique américain avait créé une situation relativement analogue. Il ne pouvait en résulter qu'une fausse appréciation de l'importance réelle de cette arme.

On peut dire, sans crainte de se tromper, qu'aucun des deux adversaires n'est encore matériellement et stratégiquement préparé pour faire une guerre. La fin de la dernière guerre, plus encore que cela n'a été le cas en 1918, a vu une transformation révolutionnaire profonde dans les armements et les méthodes, non seulement avec la bombe atomique, mais aussi dans le domaine de tous les autres armements. Les risques de conflit durant ces dernières quatre années, même s'ils ont pu parfois être réels, ne reposaient que sur l'équilibre apparent existant entre les trois ou quatre cents divisions russes et le monopole américain de la bombe atomique.

En fait un tel point d'équilibre stratégique des forces en présence ne pourra résulter que de la mise au point d'une nouvelle stratégie découlant des développements révolutionnaires de la fin de cette guerre dans le domaine des armements.

La période qui s'ouvre après la seconde déclaration « atomique » Truman se caractérisera donc par la mise au point systématique d'une stratégie de caractère stable, formant corps de doctrine, et par la mise en œuvre des moyens matériels et humains qui doivent en faire une réalité. Quelle sera exactement pour l'un et l'autre des adversaires cette stratégie ? C'est là une question à laquelle on ne saurait essayer de répondre sans posséder une forte dose de puérilité journalistique. Par contre on peut dire que, plus que jamais, la loi fondamentale des guerres modernes de l'intégration croissantes de tous les moyens matériels et humains et de toutes les techniques redeviendra avec plus de force encore que précédemment le critère suprême de l'efficacité dans le domaine de l'emploi organisé de la violence.

Non seulement dans le domaine spécifiquement militaire des relations entre les diverses armes et services, non seulement dans celui de la production des divers moyens de destruction ainsi que de la prévision planifiée de cette production, non seulement dans celui du rapport planifié aussi, existant entre la sortie en série du matériel mis au point et les recherches de laboratoire ou expérimentales de moyens à venir nouveaux et révolutionnaires, mais encore dans le domaine

du contrôle technico-culturel, militaire, social et politique des forces humaines mises en œuvre, il ne s'agit plus d'établir une « coopération » plus ou moins harmonieuse, mais de parvenir à une véritable intégration au sein de chacun de ces domaines et entre ces domaines au service d'une stratégie une.

Si d'autre part on reconnaît que l'ampleur des moyens modernes a brisé les cadres nationaux on ne peut que constater que l'« égalité » atomique américano-russe ne fait qu'accélérer, ne fait que rendre plus implacable le mouvement de concentration autour des deux grands pôles américain et russe. La guerre moderne directement issue de la mécanisation, de l'industrialisation et de la prolétarisation de la société accentue à son tour les tendances profondes de cette société à la concentration mondiale.

Pour terminer avec un sujet qui déborde très largement le cadre de cet article d'actualité, il convient de régler son compte à l'absurde théorie journalistique du soi-disant complexe d'infériorité des Russes — avant qu'ils aient la bombe — et qui expliquerait leur méfiance et leur agressivité. Le complexe en question ayant perdu une de ces raisons essentielles d'être aujourd'hui, l'explosion russe ouvrirait la porte à un nouvel esprit de coopération ou au moins de compromis.

Tout cela en réalité relève de la fable journalistique. Les Russes n'ont ni sentiment d'infériorité ni désir de coopération. Il pensent plus ou moins à juste titre que le temps travaille pour eux et il est indéniable que les partis communistes et l'idéologie stalinienne constituent des agents extrêmement efficaces à un mouvement international d'intégration autour du bloc russe, au service d'une stratégie unique. Sur ce terrain les U.S.A. sont au contraire très défavorisés. L'affaire chinoise en est la preuve éclatante. Malgré la capitulation anticipée du Japon qui permit de circonscrire la zone russe d'occupation en Chine, les Américains ont déjà perdu une grande partie des avantages que leur manœuvre politique leur avait acquis. Les Russes par contre ont gagné avec l'immense Chine un « recul stratégique » qui pèsera lourdement dans tout conflit à venir.

Il faudra en conséquence que les États-Unis passent par une période d'adaptation politique et sociale profonde aux conditions de la guerre moderne. Nous voyons ainsi l'ampleur des problèmes qui sont posés. Etant donné qu'ils découlent des préoccupations qui nous sont constantes et que les lecteurs de cette revue connaissent, ils seront traités par la suite avec l'étendue et le sérieux qu'ils méritent.

DEVALUATION ET VASSALISATION

La preuve de l'impossibilité d'une « stabilisation » du capitalisme occidental et du rétablissement des rapports économiques « normaux » entre l'Europe et l'Amérique a été offerte avec éclat au cours de ces six derniers mois. En même temps, il était à nouveau démontré que chaque nouvelle manifestation de la faillite des capitalismes secondaires était en réalité un pas de plus vers leur vassalisation par l'impérialisme américain.

Nous avons prévu qu'une crise économique aux U.S.A. jetterait par terre l'édifice plus que fragile de la « reconstruction » européenne. Il s'est maintenant démontré que, même sans crise, un simple recul de l'activité économique aux U.S.A. suffisait pour réduire le capitalisme européen aux abois.

Depuis un an, les signes de la « recession » aux États-Unis sont visibles. La production industrielle, qui avait atteint son apogée d'après guerre en octobre 1948, n'a cessé de reculer depuis, passant de l'indice 175 (octobre 1948) à l'indice 145 en juillet 1949 (1937 = 100), soit un recul de 17 %. En même temps, le nombre de chômeurs passait de 1.600.000 à 4.100.000 selon les chiffres officiels,